

Paquet conjoncturel : tant pis pour les chômeurs? : Le Conseil national refuse d'aider les victimes de la crise

Autor(en): **Tille, Albert**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2009)**

Heft 1838

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1013951>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Paquet conjoncturel: tant pis pour les chômeurs?

Le Conseil national refuse d'aider les victimes de la crise

Albert Tille (18 septembre 2009)

Le Conseil des Etats campe sur ses positions. Fort d'une majorité PDC-PS-Verts, il soutient dans son intégralité le troisième paquet conjoncturel. Il s'oppose au Conseil national où une coalition UDC-PLR a eu raison de l'aide aux chômeurs proposée par le gouvernement. C'est non au perfectionnement des jeunes chômeurs, non au prolongement du nombre des indemnités, et non à l'engagement des chômeurs en fin de droit dans des organisations sans but lucratif. Le Conseil fédéral proposait de consacrer 400 millions à son troisième paquet. Après avoir pris des mesures pour soutenir l'activité économique, il envisageait, logiquement, d'aider les victimes de la crise. Le bloc de droite n'a consenti qu'à une dépense de 65 millions pour permettre aux entreprises de prolonger la durée du chômage partiel.

Premier argument pour diviser la dépense par six: éviter

l'endettement de l'Etat. La crise ne semble donc pas assez grave, puisqu'on refuse d'épuiser les possibilités offertes par le rigoureux frein aux dépenses. Passons sur cette sempiternelle idéologie des intégristes de la rigueur budgétaire. Le deuxième argument du refus du programme gouvernemental est plus inattendu: les mesures proposées sont inefficaces. Cette rhétorique est insoutenable. Il était possible de s'interroger de bonne foi sur l'efficacité des mesures contenues dans les deux premiers paquets conjoncturels, et notamment sur les effets de la relance intérieure, pour les industries exportatrices prioritairement touchées par la crise. Mais comment affirmer, pour démolir le troisième paquet, qu'il est inefficace d'offrir les moyens de vivre décemment aux personnes écartées du marché du travail par la crise? Comment juger inefficace

l'occupation de jeunes chômeurs par une formation complémentaire plutôt que d'attendre un premier emploi? Quelle est l'efficacité de faire sombrer les chômeurs de longue durée dans une inactivité dévastatrice plutôt que de leur donner l'occasion d'être utiles au sein d'une organisation sans but lucratif?

L'efficacité pour le bloc UDC-PLR ne se conçoit que dans le fonctionnement de l'économie marchande. L'activité caritative qui se substitue aux carences du marché n'est pas digne d'offrir des emplois. Selon Christophe Darbellay, le PLR a massivement refusé le troisième paquet pour s'assurer le soutien de l'UDC dans l'élection de Didier Burkhalter. Si cette explication politicienne est exacte, on peut espérer que, rassurés par le succès de leur candidat, quelques députés du PLR rejoignent les partisans d'une aide aux victimes de la crise.

Le message pollué des Académies suisses des sciences

Le livre blanc sur le futur du système éducatif part d'une bonne intention mais rate sa cible

Jean-Daniel Delley (15 septembre 2009)

En publiant un livre blanc sur le futur du système éducatif helvétique, les Académies suisses des sciences veulent sans doute frapper un grand coup. L'esquisse de ce que pourrait être ce système à l'horizon 2030 en comparaison

de la situation actuelle doit ouvrir un vaste débat et, le cas échéant, faire démarrer un processus de réforme. Mais la maladresse des académiciens risque bien de conduire à l'enterrement de leurs propositions.

En postulant la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans et en fixant un objectif de 70% de diplômés universitaires d'ici 2030, les Académies ont suscité l'ire des organisations patronales et syndicales, comme des professionnels de la